



**FOURNITURE ET MISE EN SERVICE D'UN DISPOSITIF DE  
VIDEOPROTECTION 2019  
COMMUNE D'ARGENCES**

*Marché public de techniques de l'information et de la communication  
Procédure adaptée  
(Article L2123-1 du Code de la Commande Publique)*

---

## **4 – ACTE D'ENGAGEMENT**

---

<b>ACHETEUR PUBLIC</b>	<p><b>SDEC ENERGIE</b> Syndicat Départemental d'Energies du Calvados Esplanade Brillaud de Laujardière CS 7 5046 – 14077 CAEN CEDEX 5</p> <p>☎ : 02.31.06.61.61 Site Internet : <a href="http://www.sdec-energie.fr">www.sdec-energie.fr</a> Profil acheteur : <a href="http://www.uamc14.org/sieecalvados">www.uamc14.org/sieecalvados</a></p>
------------------------	---

## ARTICLE 1 : IDENTIFICATION DE LA PERSONNE MORALE DE DROIT PUBLIC QUI PASSE LE MARCHÉ

### SDEC ENERGIE

Esplanade Brillaud de Laujardière - CS 7 5046 - 14077 CAEN Cedex 5

Tél : 02 31 06 61 61

Site web : [www.sdec-energie.fr](http://www.sdec-energie.fr)

Contact: [marches@sdec-energie.fr](mailto:marches@sdec-energie.fr)

**Qualité du signataire du marché** : M. le Président du SDEC ENERGIE

**Désignation de la personne habilitée à donner les renseignements** : Monsieur le Président du SDEC ENERGIE  
- Esplanade Brillaud de Laujardière - CS 7 5046 - 14077 CAEN Cedex 5

**Désignation, adresse, du comptable assignataire** : Trésorier de Caen-Orne et Odon - 7 Bd Bertrand - BP 80551 - 14034 CAEN CEDEX

## ARTICLE 2 : OBJET DU MARCHÉ

Le marché concerne la fourniture et la mise en service d'un système de vidéo-protection de 40 caméras sur la commune d'ARGENCES.

Les caméras, le réseau de transport des images et les équipements de centralisation et d'enregistrement des données seront posés par le SDEC ENERGIE.

Le SDEC ENERGIE assurera l'alimentation électrique des caméras à partir du réseau d'éclairage public majoritairement ou à partir des installations électriques des bâtiments communaux.

La maintenance du système de vidéo-protection sera assurée par le SDEC ENERGIE.

Le marché public comprend donc :

- La fourniture du système de vidéo-protection qui est composé :
  - Des caméras vidéo IP (Internet Protocol) haute résolution,
  - De l'équipement de centralisation et d'enregistrement des données,
  - Du système d'exploitation,
  - Du réseau de transport des images
- La fourniture d'une supervision générale du système de vidéo-protection.
- La mise en service opérationnelle de l'ensemble du système de vidéo-protection et de la supervision générale.
- La formation des futurs opérateurs.
- La garantie des matériels fournis dans le cadre de ce marché

Le marché public ne comprend pas :

- La pose des matériels fournis listés ci-dessus par les entreprises de maintenance éclairage public,
- L'adaptation des réseaux d'éclairage nécessaire à l'alimentation électrique en permanent (24h/24 et 7j/7) du réseau d'éclairage public,
- La fourniture des matériels électriques et électroniques, nécessaires à l'adaptation du réseau d'éclairage public

Lieu d'exécution : commune d'Argences (14)

## ARTICLE 3 : DUREE DU MARCHÉ

Le marché public est conclu pour une période de 9 mois à compter de la date de notification du contrat.

Le délai de livraison des matériels de l'ensemble du système de vidéo-protection décrit dans le CCTP est fixé dans le bon de commande conformément aux stipulations des pièces du marché.

Compte tenu de l'attribution d'une subvention dans le cadre des fonds interministériel de prévention de la délinquance (FIPD), les travaux de pose et la mise en service de l'ensemble du système de vidéo-protection doivent être réalisés pour le **31/03/2020**.



Le bon de commande pour la fourniture de l'ensemble du système de vidéo-protection décrit dans le CCTP sera envoyé dès l'attribution du marché (qui interviendra à la fin du mois de décembre 2019) pour une fourniture de l'ensemble des matériels pour le 03/02/2020 maximum.

## ARTICLE 4 : ETENDUE DU MARCHE

Le marché public est conclu avec un maximum :

Montant maxi total HT
200 000 €

La procédure de passation est la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L2123-1 et R2123-1 1° du Code de la Commande Publique.

Il s'agit d'un marché ordinaire.

Cet acte d'engagement correspond à l'offre de base.

## ARTICLE 5 : ENGAGEMENT DU SOUMISSIONNAIRE

### 5.1 : Identification :

- Nom, prénom et qualité du signataire : .....
- Adresse professionnelle et téléphone : .....
- Personne référente pour la procédure :    Nom : .....
- ☎ : .....
- ✉ : .....

Agissant pour mon propre compte,

Agissant pour le compte de la société (*indiquer le nom et l'adresse*)

.....  
 .....

Agissant en tant que mandataire d'un groupement d'entreprises :  solidaire  conjoint-solidaire composé des sociétés :

Nom de l'entreprise	Adresse du Siège social	Nom et qualité du représentant	Coordonnées
			Tél : ..... Mail : .....



			Tél : .....
			Mail : .....

**5.2 : Nature du groupement (le cas échéant) :**

Pour l'exécution du marché, le groupement d'opérateurs économiques est :

conjoint avec mandataire solidaire      OU       solidaire

En cas de groupement conjoint avec mandataire solidaire, indiquer ci-après la répartition des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à réaliser :

Désignation des membres	Nature de la prestation	Répartition en %

**5.3 : Engagement :**

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives du marché indiquées à l'article « pièces contractuelles » du Cahier des Clauses administratives particulières (CCAP) qui fait référence au CCAG - TIC et conformément à leurs clauses et stipulations :

S'engage sans réserve à exécuter les prestations demandées, conformément aux descriptions du Cahier des Clauses Techniques Particulières, aux conditions de prix indiquées dans la décomposition des prix globaux et forfaitaires (DPGF).

**ARTICLE 6 : MODALITES FINANCIERES**

**6.1 : Compte à créditer (joindre un relevé d'identité bancaire ou postal) :**

Numéro : .....

Banque : .....

Centre de chèques postaux de : .....

Trésor public : .....

**6.2 : Mode de règlement :** Mandat administratif

**6.3 : Délai maximum de paiement :** Selon les règles de la comptabilité publique en vigueur, soit 30 jours à la date de la présente consultation.

**6.4 : Comptable assignataire :** Trésorier de Caen-Orne et Odon

**6.5 : Bénéfice de l'avance forfaitaire (article R2191-3 et suivants du Code de la Commande Publique)**

OUI

NON



## ARTICLE 7 : SIGNATURE DU SOUMISSIONNAIRE

### 7.1 – Signature par le titulaire individuel :

Nom, Prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature + cachet
..... .....	A.....  Le.....	

(\*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente

### 7.2 – Signature en cas de groupement :

- Les membres du groupement ont donné mandat au mandataire, qui signe le présent acte d'engagement :  
(cocher la ou les cases correspondante)
- pour signer le présent acte d'engagement en leur nom et pour leur compte, pour les représenter vis-à-vis du SDEC ENERGIE et pour coordonner l'ensemble des prestations  
(joindre les pouvoirs en annexe du présent document),
  - pour signer en leur nom et pour leur compte, les modifications ultérieures du marché  
(joindre les pouvoirs en annexe du présent document),
  - dans les conditions définies par les pouvoirs joints en annexe.

- Les membres du groupement, qui signent le présent acte d'engagement :  
(cocher la ou les cases correspondante)
- donnent mandat au mandataire, qui l'accepte, pour les représenter vis-à-vis du SDEC ENERGIE et pour coordonner l'ensemble des prestations,
  - donnent mandat au mandataire, qui l'accepte, pour signer, en leur nom et pour leur compte, les modifications ultérieures du marché,
  - donnent mandat au mandataire dans les conditions définies ci-dessous.  
(donner des précisions sur l'étendue du mandat),

.....  
.....

Nom, Prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature + cachet
..... .....	A.....  Le.....	
..... .....	A.....  Le.....	

(\*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente

## ARTICLE 8 : DECISION DU SDEC ENERGIE

La présente offre est acceptée :

OUI

NON

A Caen, le .....

Le Président,

Jacques LELANDAIS

DATE DE RETOUR DE L'ACCUSE DE RECEPTION : .....

